

Sept Belges sur dix sont favorables à l'instauration d'un service citoyen

■ Mais il n'existe toujours pas de statut approprié pour les 18-25 ans qui s'engagent.

Si, ailleurs dans le monde et notamment en Europe, les services citoyens (ou civils ou civiques, selon les appellations) sont reconnus comme de puissants outils de valorisation de la jeunesse, de cohésion sociale et d'utilité collective, en Belgique, on est un peu à la traîne.

En dix ans, plus de mille jeunes âgés de 18 à 25 ans, de tous horizons, se sont engagés dans des projets utiles à la collectivité dans quatre domaines: l'aide aux personnes et la solidarité; l'accès à la culture et à l'éducation; l'environnement et l'éducation par le sport. *"Mais la Belgique accuse un retard dans la mise en œuvre d'un programme à grande échelle de mobilisation de la jeunesse"*, regrette François Ronveaux, directeur de la Plateforme pour un service citoyen.

Une loi spécifique est nécessaire

"Cela fait dix ans qu'on se mobilise pour institutionnaliser le dispositif comme cela s'est fait dans les pays voisins. Malgré des avancées, il n'existe toujours pas de statut approprié pour les

jeunes qui s'engagent dans un service citoyen, ni de véritable stratégie nationale", poursuit-il.

À la veille des élections, il rappelle la nécessité d'une loi spécifique qui reconnaisse le service citoyen *"pour ce qu'il est"*: un parcours d'engagement volontaire et intensif renforçant la cohésion sociale, la solidarité et la citoyenneté. C'est donc autre chose que les actuels stages et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle ou encore le volontariat classique (à temps partiel).

Sondage

Ce statut devrait prévoir un engagement compris entre six mois et un an; une indemnité de subsistance et de déplacement; des assurances; la dispense de recherche d'emploi pendant le service citoyen; la prise en compte de ce service dans le stage d'insertion et la possibilité du cumul du revenu d'insertion sociale pour les bénéficiaires dépendant du CPAS, détaille le directeur de la Plateforme.

Un (premier) sondage d'opinion sur le Service citoyen (réalisé par Ipsos du 21 février au 1^{er} mars 2019) montre que 7 Belges sur 10 sont favorables à l'instauration d'un tel service, même s'il ne devrait pas être obligatoire mais s'envisager sur base volontaire.

Malgré plusieurs propositions de loi et des déclarations d'intention de tou-

tes couleurs politiques (seule la N-VA n'y est pas favorable), les progrès demeurent plus que timides.

Exploration

Le service citoyen est chichement implanté en Flandre: seuls 50 jeunes participent au projet chaque année (principalement à Malines et à Louvain). La Région de Bruxelles-Capitale soutient le dispositif à raison de 120 jeunes par an. C'est en Wallonie que le principal effort a été fourni: 160 jeunes se lancent chaque année dans un service citoyen d'au moins six mois. Ils seront 470 à partir de septembre 2019, le gouvernement wallon s'étant récemment engagé à financer 1000 jeunes par an d'ici 2020.

Soutenu par les autorités publiques, le service Citoyen mobilise tous les acteurs de la société. *"C'est une période de transition et de maturation"*, poursuit François Ronveaux. *Après les quatre murs de l'école, les jeunes ont besoin d'expé-*

rience leur permet d'explorer autre chose dans un cadre bienveillant et sécurisant, ce qui les aide ensuite à prendre une décision réfléchie."

L'alternance de périodes d'activités concrètes (du lundi au jeudi) et de réflexion (le vendredi) permet d'activer efficacement ces jeunes.

Annick Hovine

400

Organisations fédérées autour du service citoyen

La Plateforme bénéficie du soutien des pouvoirs à tous les niveaux; de nombreux partenaires publics (VDAB, Actiris, Forem, CPAS...); des recteurs de sept universités; de personnalités du monde académique, entrepreneurial, et de la société civile; de la Croix-Rouge, de Fedasil, d'Oxfam, de la Fédération des maisons de jeunes, etc.

Témoignages

“Je savais ce que je ne voulais pas, pas ce que je voulais”

Expériences. En dix ans, le service citoyen a accueilli plus de 1000 jeunes qui se sont engagés pour la société. Trois d'entre eux nous ont parlé de leur expérience “*super-positive*”.

Salomé (25 ans). Après un master en design textile, en 2017, la jeune fille se sentait “*un peu surmenée et perdue*”. Après un séjour de 6 mois en Amérique du Sud, elle en revient en sachant... ce qu'elle ne voulait pas faire. Pas encore ce qu'elle voulait. En septembre 2018, elle entame un service citoyen à la ferme pédagogique du parc Maximilien. “*On découvre d'autres compétences, d'autres facettes de notre personnalité*”. À la fin de son service, elle a été engagée à la ferme.

Laurent (27 ans). Son diplôme d'ingénieur civil en poche (il y a cinq ans), le jeune homme entend parler du service citoyen. Il s'engage pour six mois comme volontaire dans un foyer d'accueil pour hommes de l'Armée du salut. Un milieu très différent de celui qu'il fréquente habituellement. “*Cela a aussi été l'occasion d'avoir des échanges avec d'autres jeunes du groupe qui étaient très différents. Certains n'avaient pas terminé l'école.*” Après divers stages et autres éco-voyages, Laurent a trouvé un travail depuis un mois.

Melvin (23 ans) En 4^e secondaire, l'ado a décroché. “*Je n'ai jamais pu m'adapter au système scolaire. J'apprenais en autodidacte.*” En novembre 2017, il se lance comme bénévole dans une maison d'accueil pour sans-abri. “*Ça crée du lien social. J'ai eu un parcours difficile avec ma maman qui avait du mal à la fin du mois.*” Et un entourage compliqué, avec des copains pas forcément recommandables. “*J'avais besoin de changer d'air.*” Melvin s'est accroché, a bataillé ferme avec le Forem pour pouvoir faire son service citoyen. “*Le bénévolat, ça ouvre d'autres horizons*”, dit-il. Il a réussi un test d'admission pour les études d'assistant social. Il vise un master en ingénierie sociale. “*Créer plus de cohésion, c'est ce qui m'intéresse.*” **An. H.**